

Grève du 1er février dans l'Éducation nationale : une manifestation à Caen

Le mouvement de grève au sein de l'Éducation nationale le jeudi 1er février 2024 se traduira par une manifestation à Caen (Calvados). Explications.



La manifestation au sein de l'Éducation nationale s'élancera jeudi 1er février de la Place du théâtre à Caen. Illustration

Dans le cadre d'un mouvement national d'appel à la grève dans l'Éducation nationale, une manifestation est prévue jeudi 1er février 2024 à Caen (Calvados). Le rendez-vous est donné à 10h30 Place du théâtre.

L'action est organisée par les syndicats FSU, FNEC FP – FO, CGT Educ'Action, SUD éducation et SE-Unsa du Calvados :

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée. Les syndicats de l'Éducation nationale

Demande d'augmentations de salaire

Les organisations syndicales "exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels. Nous dénonçons le refus des mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap) et les AED (assistants d'éducation) de la précarité."

[Une soixantaine de taxis perturbent le centre de commune data-entite-id="1f1f3532-e8b5-48a4-b9d2-ec21e8bdb735">Caen pour faire valoir leurs revendications](#)

Dégradation des conditions de travail

Les syndicats mettent en avant également "la dégradation des conditions de travail et la perte du sens du métier doivent être prises au sérieux". Ils dénoncent "la formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes..."

Autre revendication, le retrait du projet de réforme du lycée professionnel, "à rebours des enjeux éducatifs, qui engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves."

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.